

Vendredi 22 février 2013
Communiqué de Presse

Karine Berger, Secrétaire nationale à l'Economie

Prévisions de croissance de la Commission européenne : la politique économique du Gouvernement permettra la sortie de crise

La Commission a aujourd'hui présenté ses prévisions de croissance et de déficit pour les pays membres de l'Union pour l'année 2013. La prévision du déficit des administrations publiques de la France pour 2013, de 3,7% du PIB, même si elle est plus élevée qu'anticipée, souligne les efforts extrêmement importants que la France a réalisés en 2012. Elle montre aussi que notre pays agit sur son déficit structurel, avec une réduction de quelques 20 milliards par an. C'est d'ailleurs la raison du rétablissement depuis 8 mois de la crédibilité de la politique économique de la France sur les marchés financiers visible dans des taux d'intérêt souverains historiquement bas.

C'est parce que la sortie de crise serait compromise par des mesure supplémentaires de réduction des dépenses publiques ou de hausses des prélèvements obligatoires que François Hollande et Pierre Moscovici rejettent l'austérité réclamée par la droite et refusent d'ajouter de l'austérité à la récession. Cet argument est d'ailleurs entendu par la Commission européenne qui entérine le renvoi à 2014 de l'objectif d'un déficit de moins de 3% de PIB pour notre pays.

En revanche, les prévisions de déficit pour 2014 de la Commission européenne doivent être prises avec distance car elles n'intègrent pas les mesures déjà actées par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault en termes d'économie de dépenses à horizon de 2017. En outre les recommandations de la Commission européenne doivent être mises en balance avec la volonté de construire une réponse solidaire, au niveau européen, à la crise que nous continuons de traverser et bien sûr à l'objectif primordial de maintenir notre système de protection sociale.

La sortie de crise sera atteinte grâce à toutes les mesures mises en place depuis 8 mois notamment sur le marché du travail notamment les emplois d'avenir, la politique budgétaire doit être conduite dans le souci de cet équilibre permanent : protéger les ménages Français des conséquences sociales de cette période économique difficile, et rendre à la France sa souveraineté budgétaire en se libérant de la contrainte de la dette publique astronomique, héritage des 5 dernières années.